

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 10/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS PARC EOLIEN D'ESPIERS

43 Boulevard des Bouvets
CS 90310
92000 Nanterre

Références : IC250547
Code AIOT : 0010012474

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/08/2025 dans l'établissement SAS PARC EOLIEN D'ESPIERS implanté La Bretelle 28310 Fresnay-l'Évêque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite inopinée dans le cadre de l'action régionale Biodiversité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS PARC EOLIEN D'ESPIERS
- La Bretelle 28310 Fresnay-l'Évêque
- Code AIOT : 0010012474
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Parc éolien composé de 5 aérogénérateurs (Hauteur en bout de pale : 149.5 m, Diamètre du rotor : 117 m, Puissance unitaire : 3,6 MW) mis en service le 15/05/2018.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Respect du bridage	AP Complémentaire du 04/11/2022, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Suivi environnemental – Mise en œuvre mesures préconisées dans conclusions	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Versement des données brutes issues du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
4	Mortalité espèce protégée	Code de l'environnement du 13/08/2025, article R. 512-69	Sans objet
6	Mise en œuvre des mesures ERC	AP Complémentaire du 04/11/2022, article 2	Sans objet
7	Mise en œuvre des mesures ERC du dossier d'autorisation environnementale	Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 5	Sans objet
8	Balisateur lumineux de	Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	nuit		
9	Synchronisation du balisage lumineux	Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.2	Sans objet
10	Panneau de prescriptions pour les tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation et qualité du suivi
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 07/07/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport du 08/08/2022 relatif au suivi environnemental réalisé pour le parc en 2021.</p> <p>Le prochain suivi est programmé en 2028.</p> <p><u>Constat : Absence d'écart constaté.</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi environnemental – Mise en œuvre mesures préconisées dans conclusions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Recommandations du bureau d'études
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p>
Constats : <p>Le rapport transmis le 07 juillet 2025 relative au suivi environnemental du parc réalisé en 2021 indique que "Le bridage mis en place sur le parc d'Espiers à la suite du suivi de 2021 est efficace, il n'est donc pas nécessaire d'y apporter des modifications. [...] Sur le parc d'Espiers, le bridage nocturne ne sera pas modifié en 2023, en raison de l'impact non significatif du parc sur les chiroptères."</p> <p>Le plan de bridage mis en place depuis 2022 a été intégré aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 novembre 2022, et fait l'objet du point de contrôle n°5.</p> <p>Le rapport indique également que "Les éoliennes peuvent être équipées d'une lampe halogène blanche au niveau de leur porte d'accès qui se déclenche grâce à un détecteur de mouvement, afin de permettre la montée des escaliers en sécurité de nuit. Ce système peut induire des risques de pollution lumineuse en cas de déclenchement fréquent. Sur le parc d'Espiers, le déclenchement automatique de ce système d'éclairage est désactivé, ce qui limite fortement les risques liés à la pollution lumineuse." et que "les friches herbacées aux abords de la plateforme des éoliennes constituent des habitats privilégiés par les chauves-souris et le Faucon crécerelle, pour la chasse en particulier. Afin de limiter leur attractivité, il est recommandé de les maintenir à ras le plus longtemps possible tout au long de la saison active (mars à octobre en général).".</p> <p>Ces mesures ont été intégrées aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 novembre 2022, et font l'objet du point de contrôle n°6.</p> <p>Il n'est pas proposé de mesure supplémentaire dans le rapport.</p>

<u>Constat : Absence d'écart constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Versement des données brutes issues du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Données brutes
Prescription contrôlée : <p>[...]Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. [...]</p>
Constats : <p>Par courriel du 07/07/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le certificat de dépôt des données brutes collectées dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité".</p> <p><u>Constat : Absence d'écart constaté.</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mortalité espèce protégée

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/08/2025, article R. 512-69
Thème(s) : Risques chroniques, Rapports accidents/incidents
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le rapport du 08/08/2022 relatif au suivi environnemental de 2021 mentionne la découverte des cadavres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5 oiseaux appartenant à 4 espèces : 2 Faucons crécerelles [locaux probables], 1 Hirondelle rustique [migratrice], 1 Pouillot véloce [statut indéterminé] et 1 Roitelet à triple-bandeau [migrateur] ; • 3 chiroptères : 1 Noctule de Leisler [migratrice], 1 Pipistrelle commune¹³ [locale] et 1 Pipistrelle de Kuhl [locale]. <p>Les espèces susmentionnées ne sont pas classées comme étant en danger critique, en danger ou vulnérable sur une liste rouge local, régionale ou nationale.</p> <p>L'inspection rappelle que dans le cadre de ce suivi et à tout moment de la vie de l'installation, une mortalité d'espèce menacée (CR, EN ou VU* sur une liste rouge locale, régionale ou nationale) ou une mortalité importante / massive d'une même espèce protégée sont considérés comme des incidents au titre de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement. Par conséquent, ils doivent être déclarées à l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Constat : Absence d'écart constaté.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Respect du bridage

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/11/2022, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bridage chiroptère/avifaune</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit des aérogénérateurs, intégrant des phases de bridage des éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris.</p> <p>Ce plan sera effectif dans les 6 mois à notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> * du 1^{er} août au 31 octobre ; * __ pour août et octobre : pour des vitesses de vent inférieures ou égales à 4 m/s, sur des nuits entières (du coucher au lever du soleil) ; * en septembre : pour des vitesses de vent inférieures ou égales à 5 m/s, sur des nuits entières (du coucher au lever du soleil). <p>Ces mesures seront couplées à des enregistrements des paramètres météorologiques (vitesse du vent, température). La mise en place effective du plan de fonctionnement, et des périodes de bridage des machines associées, doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté, à l'inspection des installations classées. Toute modification de ce plan de fonctionnement réduit devra faire l'objet de la</p> <p>demande prévue à l'article R. 181-45 du code de l'environnement, suivant les suivis de mortalité et d'activité des chiroptères.</p> <p>[...]</p>

Constats :

Le 13/08/2025 à 23h48, l'inspection constate que seule une éolienne du parc est arrêtée, l'éolienne ES03-NX. Les 4 autres éoliennes du parc sont en fonctionnement.

Par courriel du 08/09/2025, complété par courriel du 09/09/2025, l'exploitant a transmis le justificatif de mise en application du plan de bridage. Celui-ci indique pour la période de 23h40 à 23h50 que l'éolienne "ESPS-T003" est en arrêt forcé, ce qui correspond au constat visuel de l'inspection.

Cependant le document fourni présente des incohérences par rapport aux constats effectués par l'inspection :

- les éoliennes "ESPS-T001" et "ESPS-T004" sont en bridage selon le document, ("Requested shutdown wildlife Bat") pour des vents supérieurs à 4 m/s (bridage prescrit pour des vitesses de vent inférieures ou égales à 4 m/s), avec une production électrique de 0,0 kW, alors qu'il a été constaté que celles-ci étaient en fonctionnement à 23h48.

- l'éolienne "ESPS-T002" est en bridage selon le document ("Requested shutdown wildlife Bat"), pour un vent de 3,959 m/s, correspondant bien à la prescription susvisée, avec une production électrique de 0,0 kW, alors qu'il a été constaté que celle-ci est en fonctionnement à 23h48.

L'éolienne "ESPS-T005" est indiquée en pleine activité selon le document ("Full Performance"), pour un vent de 4,635 m/s, soit supérieur à 4 m/s, en corrélation avec l'activité constatée à 23h48 par l'inspection.

Par sondage, l'inspection constate que le document transmis ne permet pas de statuer réellement sur le bon respect du plan de bridage. Par exemple, le 13/08/2025 de 22h10 à 22h20, il est indiqué pour les éoliennes T002 et T005 qu'elles sont en "Full Performance" pour des vents inférieurs à 4m/s. La production d'électricité sur ce créneau plutôt faible pour les deux éoliennes (8kW et 31 kW respectivement) indique potentiellement le respect du bridage. Idem pour les éoliennes T003, T002 et T004 le 6 août de 21h30 à 21h40.

Constat : écart relevé, le document fourni par l'exploitant ne permet pas de conclure au bon respect du plan de bridage. Les éléments renseignés dans le document ne correspondent pas aux constats visuels de l'inspection le jour de la visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé, en fournissant des éléments plus précis sur la corrélation entre les codes renseignés dans son document et les paramètres météorologiques associés, et en répondant aux incohérences détectées entre le document transmis et le constat visuel sur le parc

pour justifier du respect du plan de bridage prescrit à son site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Mise en œuvre des mesures ERC

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/11/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, ERC
Prescription contrôlée : [...] La lampe halogène blanche, au niveau de la porte d'accès de chaque éolienne (laquelle se déclenche grâce à un détecteur de mouvement pour permettre la montée des escaliers en sécurité de nuit), ne doit pas rester allumée plus de deux minutes afin de limiter les risques de pollution lumineuse. L'exploitant tient à dispositions de l'inspection des installations classées les justificatifs correspondants. Les friches herbacées aux abords des plateformes des éoliennes doivent être maintenues à ras le plus longtemps possible tout au long de la saison active (mars à octobre à minima).
Constats : Le 13/08/2025 à 23h49, l'inspection constate que la lampe halogène blanche se déclenche. Celle-ci s'éteint à 23h51, soit deux minutes plus tard. Les friches herbacées aux abords de la plateforme sont maintenues rases. <u>Constat : absence d'écart constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mise en œuvre des mesures ERC du dossier d'autorisation environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2016, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, ERC
Prescription contrôlée : Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation unique déposé par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.
Constats :

<p>L'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation environnementale mentionne :</p> <p><i>"Un suivi de l'aménagement et de l'entretien de la friche est proposé afin de juger du succès de la mesure et de procéder à des ajustements si nécessaire. Il sera axé sur la présence de l'OEdicnème criard) sur la parcelle et ses environs immédiats (100 m)."</i></p> <p>L'exploitant a transmis le justificatif de réalisation de la mesure (photographies et commande pour une intervention en 2023) et le suivi de l'OEdicnème criard réalisé en 2023 par le bureau d'études Ecosphère. Les conclusions de ce suivi mentionne : <i>"Depuis 2019, la friche conventionnée située à 350 m au nord du parc et destinée à conserver un habitat favorable à l'espèce s'est avérée peu attractive. [...] Afin que cette parcelle devienne réellement une zone de cantonnement potentiel pour l'OEdicnème criard, il serait plus intéressant de la maintenir en friche avec de la végétation rase, correspondant à l'écologie de l'espèce. [...] Il serait donc plus pertinent de réaliser des fauches régulières afin de maintenir un habitat herbacé, permettant à d'autres espèces, notamment le Faucon crécerelle, d'y trouver une zone de chasse."</i></p> <p>L'exploitant indiquera à l'inspection des installations classées si les conditions d'entretien de la friche ont été modifiées suite au rapport de 2023 de suivi de l'Oedicnème criard réalisé en par Ecosphère.</p> <p>constat : Absence d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection des installations classées si les conditions d'entretien de la friche ont été modifiées suite au rapport de 2023 de suivi de l'Oedicnème criard réalisé en par Ecosphère.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Balisage lumineux de nuit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Balisage lumineux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque éolienne est dotée d'un balisage lumineux nocturne assuré par des feux d'obstacle de moyenne intensité de type B (feux à éclats rouges de 2 000 cd). Ces feux d'obstacle sont installés sur le sommet de la nacelle et sont visibles dans tous les azimuts (360°).</p> <p>Des feux de moyenne intensité, dits "à faisceaux modifiés", peuvent être utilisés en lieu et place des feux de moyenne intensité de type B. Ces feux MI à faisceaux modifiés sont des feux rouges à éclats utilisables pour le balisage de nuit, dont l'intensité effective à 4° de site au-dessus du plan horizontal est de 2 000 cd et qui respectent la répartition lumineuse décrite dans le tableau ci-après : [...]</p>
Constats :

<p>A 23h48 le 13/08/2025, il est constaté que le balisage lumineux du parc éolien est assuré par des feux à éclats rouges implantés sur l'ensemble des éoliennes du parc.</p> <p>Ces feux d'obstacle sont installés sur le sommet de la nacelle et sont visibles dans tous les azimuts (360°).</p> <p><u>constat : absence d'écart constaté.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Synchronisation du balisage lumineux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Balisage lumineux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les feux à éclats de même fréquence implantés sur toutes les éoliennes sont synchronisés. Les feux à éclats initient leur séquence d'allumage à 0 heure 0 minute 0 seconde du temps coordonné universel avec une tolérance admissible de plus ou moins 50 ms. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 13/08/2025 à 23h48, il est constaté que le balisage lumineux des éoliennes du parc est synchronisé.</p> <p><u>constat : absence d'écart constaté.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Panneau de prescriptions pour les tiers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p>Thème(s) : Autre, Numéro d'alerte</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ;

- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

Constats :

Sur le terrain, il est constaté la présence du panneau d'information pour les tiers reprenant les éléments attendus (échantillonnage éolienne ES03-NX).

L'inspection des installations classées a testé le numéro de l'exploitant indiqué sur le panneau et a pu être mis en relation avec le centre de conduite de l'exploitant.

constat : absence d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite